

Avis voté en plénière le 12 octobre 2016

La politique française de coopération internationale dans le cadre de l'agenda 2030 du développement durable

Déclaration du groupe UNAF

À l'occasion de la publication du Rapport mondial de suivi de l'éducation, en septembre dernier, la directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a alerté sur l'urgence à changer de paradigme en matière d'éducation : « *Nous devons changer radicalement la façon dont nous envisageons le rôle de l'éducation dans le développement mondial, car elle joue le rôle de catalyseur pour le bien-être des individus et l'avenir de notre planète* ». Elle a ajouté : « *Aujourd'hui plus que jamais, l'éducation a la responsabilité d'être en phase avec les défis et aspirations du XXIe siècle et de favoriser les types de valeurs et de compétences propices à une croissance durable et inclusive et à une cohabitation pacifique des peuples* ».

Au rythme actuel des progrès d'accession des enfants à l'éducation, le monde parviendra à un enseignement primaire universel en 2042, à un enseignement secondaire du premier cycle universel en 2059 et du second cycle en 2084. Cela signifie un demi-siècle de retard par rapport à la date butoir de 2030 fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable.

Pourtant, les exemples concrets sont pléthore, pour nous convaincre de l'influence de l'éducation sur l'épanouissement des personnes et le développement mondial. L'éducation renforce la résilience des populations face aux risques climatiques. Elles adhèrent et participent aux mesures d'atténuation. Dès lors pour lutter contre les effets du changement climatique, il est plus pertinent d'accroître l'effort d'éducation que d'investir dans les digues. Les projections montrent qu'en cas de stagnation des progrès de l'éducation, les décès dus aux catastrophes augmenteraient de 20 % par décennie. Les communautés les plus exposées aux événements climatiques se trouvent généralement dans des pays où les niveaux d'études sont faibles et inégaux. Pour une planète plus verte et un avenir durable pour tous, il faut exiger des systèmes éducatifs plus qu'une simple transmission de connaissances, et ceci dans tous les pays du monde, pas seulement dans les moins avancés.

Le groupe de l'UNAF met l'accent sur l'ODD 4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie » pour souligner l'imbrication des 17 objectifs entre eux et la nécessité d'une approche transversale. Il salue la pertinence des préconisations de l'avis, qui fixe une feuille de route de mobilisation de l'ensemble de la communauté internationale, dont la France et l'Union européenne pourraient être porte-drapeaux par une politique de coopération refondée.

Le groupe de l'UNAF a voté l'avis.